

OLENIVKA : 193 PRISONNIERS DANS UN SEUL BARAQUEMENT

Le 27 juillet 2022, 193 prisonniers de guerre ukrainiens venus d'Azovstal ont été transférés dans un hangar industriel réaménagé de la colonie pénitentiaire n° 120. La nuit suivante, le hangar a explosé et brûlé. Au moins 50 personnes sont mortes ; les blessés ont attendu des heures avant d'être soignés. La Russie a affirmé que l'Ukraine avait frappé ses propres hommes avec des HIMARS. L'ONU a exclu les HIMARS, a établi que les munitions venaient de l'est et a constaté que la Russie avait bloqué toute tentative d'enquête — y compris la mission du Secrétaire général lui-même.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

PROJET — non publié. Projet pour la rédaction. Chiffres vérifiés auprès du HCDH (24 mars 2023, 4 oct. 2023, 25 juil. 2024) et du SBU/Procureur général (2024–25). Aucun organe de l'ONU n'a publiquement attribué l'explosion ; le projet s'en tient strictement à cette ligne. Emplacements photo à remplir à partir de sources officielles (Quartier général de coordination, ministère de la Réintégration, CC BY) — aucune image des morts.

193

prisonniers de guerre transférés dans le baraquement la veille — tous du régiment Azov A

HCDH, rapport sur le traitement des prisonniers de guerre, 24 mars 2023, par. 72, 74

51+

tués, au moins 139 blessés — tous des hommes ; 9 sont morts faute de soins d'urgence (enquête ukrainienne) A

36e rapport périodique du HCDH, 4 oct. 2023, par. 82 ; SBU 29 juil. 2024

0

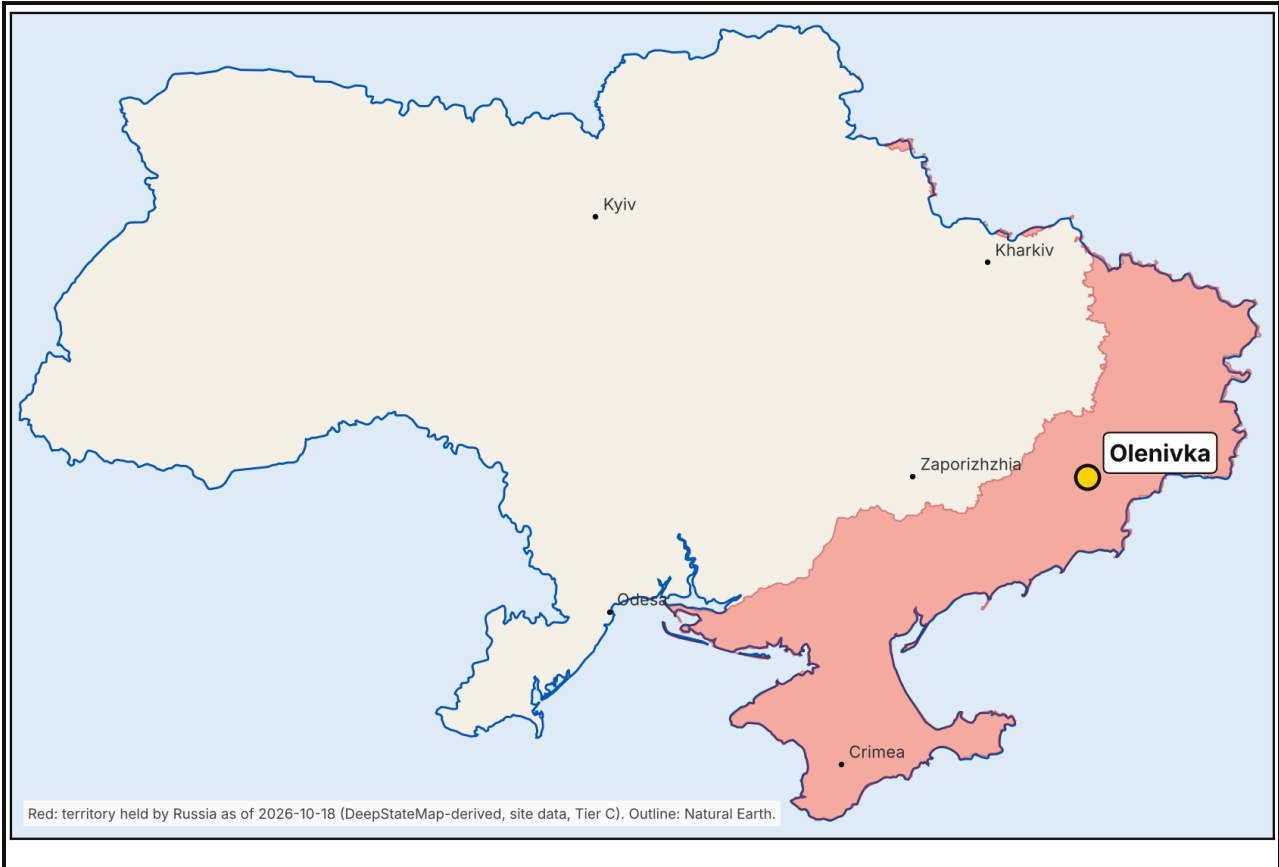
jours d'accès pour la mission d'établissement des faits de l'ONU : créée le 3 août 2022, dissoute le 5 janv. 2023 sans avoir atteint le site A

Secrétaire général de l'ONU ; HCDH, 4 oct. 2023, par. 90

7

responsables de la colonie sous sanctions de l'UE depuis le 13 juil. 2026 ; deux inculpés en Ukraine pour les décès B

Décision (PESC) 2026/1723 du Conseil de l'UE ; SBU 29 juil. 2024



L'ESSENTIEL

Pas des HIMARS. Le HCDH a interrogé plus de 50 témoins et survivants et examiné plus de 70 images : les explosions n'ont pas été causées par des roquettes HIMARS ; les dégâts correspondent à une munition projetée selon une trajectoire est-ouest — depuis le côté russe (4 oct. 2023, par. 83–84).

Préparé. Les 193 ont été transférés la veille ; le poste de garde a été déplacé et une tranchée creusée pour les gardes ; le 28, les gardes portaient des gilets pare-balles ; un lance-roquettes Grad près de la clôture a tiré vers l'ouest et couvert le bruit des explosions (HCDH, 24 mars 2023, par. 74).

Entravé. La Russie n'a préservé aucune scène, a exposé des fragments hors de leur emplacement, a ouvert une affaire contre l'Ukraine avant toute autopsie, n'a accordé à la mission du Secrétaire général aucun accès sûr et n'a laissé entrer aucun observateur de l'ONU. En tant que Puissance détentrice, elle devait aux prisonniers protection et enquête ; le HCDH ne dispose d'aucune information indiquant qu'elle en ait mené une (par. 85–90).

QUALIFICATION JURIDIQUE EN TROIS NIVEAUX

PAS DES HIMARS ; LA RUSSIE A MANQUÉ À SON OBLIGATION DE PROTÉGER, DE SOIGNER ET D'ENQUÊTER — ÉTABLI (HCDH)

REFUS DE SOINS MÉDICAUX AUX PRISONNIERS DE GUERRE — TENDANCE

ASSASSINAT MASSIF PLANIFIÉ DE PRISONNIERS DE GUERRE — POSITION (ART. 438 DU CODE PÉNAL UKRAINIEN)

Établi. HCDH : les explosions n'ont pas été causées par des HIMARS ; la munition est venue de l'est ; la Russie, en tant que Puissance détentrice, a manqué à son obligation de protéger les prisonniers, de soigner rapidement les blessés et de mener l'enquête qu'exige la IIIe Convention de Genève (4 oct. 2023, par. 82–90). **Tendance.** Refus de soins médicaux et détention de prisonniers de guerre non signalée et exposée près du front ; entrave à l'accès international. **Position.** L'Ukraine qualifie l'événement de meurtre planifié de prisonniers de guerre (art. 438(2) CPU) et a inculpé le chef de la colonie et son premier adjoint pour la mort des blessés ; l'unité auteure et l'arme font toujours l'objet d'une enquête.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Citer les conclusions du HCDH du 4 oct. 2023 chaque fois que la version des HIMARS est répétée. Exiger l'accès des observateurs de l'ONU à tous les lieux de détention en Russie et dans le territoire occupé — la mesure que la Russie refuse depuis 2022. Aligner les sanctions nationales sur les inscriptions de l'UE de juillet 2026 visant le personnel de la colonie. Insister auprès de la CPI au sujet des éléments soumis par l'Ukraine en 2022. Maintenir à l'ordre du jour des échanges les ~120 survivants de la baraque dont on reste sans nouvelles.

Sources : A — HCDH, *Traitement des prisonniers de guerre et des personnes hors de combat* (24 mars 2023), par. 72–76 ; 36e rapport périodique du HCDH sur l'Ukraine (4 oct. 2023), par. 82–90 ; Haut-Commissaire Türk, communiqué de presse du 25 juil. 2023 ; HCDH / ONU en Ukraine, 25 juil. 2024 ; Secrétaire général de l'ONU, 3 et 22 août 2022 (SG/T/3324) ; Porte-parole de l'ONU, 5 janv. 2023 ; HCDH 29 juin 2026 (prisonniers de guerre, accès) ; Décision (PESC) 2026/1723 du Conseil et déclaration du SEAE, 13–14 juil. 2026. B — État-major général 29 juil. 2022 ; HUR 3 et 7 août 2022 ; ministère de la Réintégration 11 oct. 2022, 12 janv. 2023 ; Bureau du Procureur général 1er août 2022, 28 juil. 2023, 25 févr. 2025, 28 juil. 2025 ; SBU 28 juil. 2023, 29 juil. 2024 ; MAE 28 juil. 2026. C — Reuters et Al Jazeera 29 juil. 2022 ; Novaïa Gazeta Europe 29–30 juil. 2022, 6 janv. 2023 ; CNN 11 août 2022 ; ISW 29–30 juil. 2022 ; KHPG 10 janv. 2023 ; Human Rights Watch 28 juil. 2023 ; Media Initiative for Human Rights, nov. 2022 et 28 juil. 2024 ; AP 25 juil. 2024 ; Kyiv Independent 9 déc. 2024 ; LB.ua 10 déc. 2024 ; Ukrainska Pravda 10 juil. 2025, 28 juil. 2025 ; Euromaidan Press 11 juil. 2025, 14 juil. 2026 ; ArmyInform 15 juil. 2026 ; United24 28 juil. 2026. Tous consultés le 20 oct. 2026.



Mai 2022	Les défenseurs d'Azovstal se rendent dans le cadre d'un arrangement enregistré par le CICR et sont conduits à Olenivka et sur d'autres sites de la région occupée de Donetsk. A — HCDH ; CICR
27 juil. 2022	193 prisonniers de guerre sont transférés dans un hangar industriel reconverti ; le poste de garde est éloigné et une tranchée fortifiée est creusée pour les gardes — ce qui n'a pas été fait pour les autres baraques. A — HCDH, 24 mars 2023, par. 74
28 juil. 2022	Les gardes de la baraque portent des gilets pare-balles et des casques, ce que le personnel faisait rarement. Dans la soirée, un lance-roquettes Grad près de la clôture tire vers l'ouest. A — HCDH, 24 mars 2023, par. 74
Nuit du 28 au 29 juil. 2022	Deux explosions dans la baraque, puis un incendie. Les survivants arrivent dans les hôpitaux de Donetsk 5–7 heures plus tard dans des camions surchargés ; le personnel ne prodigue aucun soin sur place. A — HCDH, par. 74, 76 ; survivants
29 juil. 2022	MoD russe : une frappe HIMARS de l'Ukraine, 40 tués, 75 blessés. Responsables de la « RPD » : 53 tués. À partir de 09:00, les prisonniers de guerre reçoivent l'ordre de déblayer les débris et les corps et de garder le silence ; de prétendus fragments de HIMARS sont montrés à des journalistes russes, hors de leur emplacement. LA RUSSIE AFFIRME — MoD russe ; HCDH, 4 oct. 2023, par. 88
29 juil. 2022	L'État-major général ukrainien nie toute frappe sur Olenivka ; le Procureur général ouvre une procédure ; l'Ukraine saisit la CPI. B — État-major général ; Procureur général ; MAE
29-30 juil. 2022	L'ambassade de Russie à Londres tweete que les prisonniers d'Azov méritent une mort humiliante. LA RUSSIE AFFIRME — Novaïa Gazeta Europe
3 août 2022	Le Secrétaire général annonce une mission d'établissement des faits, demandée à la fois par l'Ukraine et par la Russie ; membres nommés le 22 août (gén. dos Santos Cruz, I. Gísladóttir, I. Yacouba). A — Secrétaire général de l'ONU
7 août 2022	Le renseignement ukrainien qualifie l'allégation sur les HIMARS de falsification et attribue l'explosion à Wagner — une allégation sans preuves publiées. B — HUR
8 août 2022	Le Comité d'enquête de Russie publie ses dernières informations sur sa propre affaire, ouverte contre l'Ukraine avant toute expertise ou autopsie. A — HCDH, 4 oct. 2023, par. 89
11 oct. 2022 - janv. 2023	Corps restitués grâce à la médiation du CICR : 62 en octobre 2022, dont des victimes d'Olenivka ; 54 d'Olenivka en janvier 2023 ; identification par ADN. B — Ministère de la Réintégration
5 janv. 2023	Le Secrétaire général dissout la mission faute de conditions permettant son déploiement ; HCDH : la Russie n'a donné aucune assurance satisfaisante d'un accès sûr. A — Porte-parole de l'ONU ; HCDH, par. 90
24 mars 2023	Rapport thématique du HCDH sur les prisonniers de guerre : les préparatifs des 27–28 juillet, le Grad, le refus de soins ; au moins 50 tués. A — HCDH, par. 72–76
25 juil. 2023	Haut-Commissaire Türk : l'incident n'a pas été causé par une roquette HIMARS ; les familles ont droit à la vérité, à la justice et à des réparations. A — Communiqué de presse du HCDH
4 oct. 2023	36e rapport périodique du HCDH : au moins 51 tués, 139 blessés ; pas des HIMARS ; trajectoire est-ouest ; obligations de la Russie en tant que Puissance détentrice non remplies. A — HCDH, par. 82–90
25 juil. 2024	AP fait état d'une analyse de terrain de l'ONU non publiée de ~100 pages concluant que la Russie a planifié et exécuté l'attaque ; la déclaration publique du HCDH du même jour répète : pas des HIMARS, depuis l'est, accès refusé. C — AP ; HCDH
29 juil. 2024	Le SBU et le Procureur général inculpent par contumace le chef de la colonie, Serhii Ievsioukov, et son premier adjoint, Dmytro Neïolov, pour la mort de neuf prisonniers blessés due au retard délibéré de l'évacuation. B — SBU
9-10 déc. 2024	Une voiture piégée explose à Donetsk occupée ; des chaînes russes annoncent la mort de Ievsioukov (non confirmée). Le Canada sanctionne Ievsioukov et le gardien Chakourov. C — Kyiv Independent ; LB.ua
28 juil. 2025	Procureur général : l'arme reste non identifiée ; la version thermobarique est en cours de vérification ; au moins 41 personnes sont mortes sur le coup, environ 50 au total. B — Procureur général via UNN
13 juil. 2026	L'UE inscrit 15 personnes et le SIZO-2 de Taganrog au titre du régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme, dont du personnel d'Olenivka ; la fiche de Neïolov mentionne les décès des 28–29 juillet 2022. A — Décision (PESC) 2026/1723 du Conseil ; SEAE
28 juil. 2026	Quatrième anniversaire : le MAE ukrainien appelle la CPI à poursuivre les auteurs, les donneurs d'ordres et ceux qui ont dissimulé les faits ; selon les survivants, environ 120 des 193 sont toujours portés disparus ou en captivité. B — MAE ; United24 ; AP (2024)

CE QUE LE HCDH A ÉTABLI

Sources : déclarations publiques de responsables russes et de la « RPD », plus de 70 vidéos et photographies, images satellitaires, et entretiens menés entre septembre 2022 et janvier 2023 avec 55 prisonniers de guerre passés par la colonie, dont huit survivants de la baraque (24 mars 2023, par. 73).

Les 193 ont été transférés dans le hangar le 27 juillet. Le poste de garde a été déplacé et une tranchée fortifiée pour les gardes ; le 28, les gardes portaient des gilets pare-balles et des casques. Un système Grad près de la clôture a tiré vers l'ouest, son bruit couvrant les explosions (par. 74).

Le bilan aurait pu être considérablement plus faible avec des soins rapides : le personnel n'en a prodigué aucun ; les survivants n'ont atteint les hôpitaux de Donetsk que 5–7 heures plus tard ; les blessés légers ont été maintenus un mois en isolement disciplinaire (par. 76).



Militaires ukrainiens revenus de captivité russe lors d'un échange de prisonniers, 6 mai 2023. Photo : Garde nationale d'Ukraine · CC BY 4.0 · via Wikimedia Commons

L'EMPLACEMENT DE LA COLONIE

La colonie pénitentiaire n° 120 près d'Olenivka, au sud-ouest de Donetsk, se trouvait à environ 4,6 km de la ligne de front en mars 2022 et à environ 14 km le 28 juillet 2022 — les prisonniers ont été détenus à portée des hostilités pendant toute la période (HCDH, 4 oct. 2023, par. 85).

La colonie était gérée par la structure pénitentiaire de la « RPD » en présence de personnel pénitentiaire russe ; la Russie est la Puissance détentrice responsable des prisonniers au titre de la IIIe Convention de Genève (par. 85 ; Procureur général, 2025).

Le CICR avait enregistré les prisonniers d'Azovstal lors de leur reddition, mais l'accès à la colonie lui a été refusé après l'explosion (1er août 2022). Aucun observateur de l'ONU n'a été autorisé à entrer dans un lieu de détention en Russie ou dans le territoire occupé depuis 2022.

CE QUE L'ONU A PU PROUVER DEPUIS L'EXTÉRIEUR DE LA CLÔTURE

Olenivka est une affaire construite sans accès à la scène : témoins, images, analyse de trajectoire et propres déclarations de la Russie. L'arme n'a été identifiée par aucun organe. Ce qui est établi est plus étroit que la position de l'Ukraine et demeure néanmoins accablant pour celle de la Russie.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

ÉTABLI PAR DES ORGANES DOTÉS D'UN MANDAT

HCDH, rapport sur le traitement des prisonniers de guerre, 24 mars 2023, par. 72–76 : au moins 50 tués ; la baraque détenait 193 prisonniers de guerre ; les préparatifs des 27–28 juillet ; le Grad ; le refus de soins médicaux. **A**

HCDH, 36e rapport périodique, 4 oct. 2023, par. 82–90 : au moins 51 tués, 139 blessés, tous des hommes ; pas des HIMARS ; dégâts correspondant à une munition projetée selon une trajectoire est-ouest ; type et origine de l'arme indéterminés ; obligations de la Russie de protéger, de soigner et d'enquêter non remplies ; scène non préservée ; conditions de déploiement refusées à la mission d'établissement des faits. **A**

Haut-Commissaire Türk, 25 juil. 2023 : pas causé par une roquette HIMARS ; un droit à la vérité, à la justice et à des réparations. HCDH, 25 juil. 2024 : au moins 50 tués, 151 blessés ; la Russie a entravé l'établissement indépendant des faits. **A**

La Commission d'enquête n'a publié aucune conclusion spécifique sur l'explosion (ses rapports ne mentionnent Olenivka qu'au sujet du traitement à l'arrivée). **A**

ENQUÊTE UKRAINIENNE

État-major général, 29 juil. 2022 : aucune frappe ukrainienne sur Olenivka. **B**

Procureur général, 1er août 2022 – 28 juil. 2025 : la version de l'arme est passée de thermobarique à artillerie, explosif posé ou lance-grenades, puis à « non identifiée » ; au moins 41 morts sur le coup, environ 50 au total, au moins 145 blessés. **B**

SBU et Procureur général, 29 juil. 2024 : le chef de la colonie et son premier adjoint inculpés par contumace (art. 28(2), 438(2) CPU) pour la mort de neuf prisonniers due au retard délibéré de l'évacuation ; 49 des morts identifiés, dont 48 par ADN. **B**

HUR, 7 août 2022 : l'allégation sur les HIMARS est une falsification ; Wagner aurait miné le hangar — affirmation non étayée par des preuves publiées ; le Procureur général est en train de « vérifier ». **B**

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

CNN, 11 août 2022 : la version russe a très probablement été fabriquée ; les éléments concordent le mieux avec un engin incendiaire placé à l'intérieur de l'entrepôt. ISW, 29–30 juil. 2022 : les dégâts causés par le feu ne sont pas typiques d'un HIMARS ; aucun fragment sur place. **C**

AP, 25 juil. 2024 : une analyse de terrain non publiée de l'ONU, d'environ 100 pages, a conclu que la Russie avait planifié et exécuté l'attaque ; des survivants ont vu des hommes en tenue de camouflage déposer des fragments de HIMARS près du site. **C**

Human Rights Watch, 28 juil. 2023 : la Russie ne s'est pas acquittée de l'obligation d'enquêter que lui impose la Convention de Genève ; l'enquête devrait être confiée à un organe international indépendant. **C**

Media Initiative for Human Rights, 2022–24 : chronologie, noms du personnel de la colonie, témoignage du chirurgien ; les preuves ne correspondent pas à un lance-grenades thermobarique. **C**

LES CHIFFRES — TOUTES LES SOURCES, TELS QUE PUBLIÉS

Chiffre	Ce qui est compté	Source · date · niveau
40 · 50 · 53	tués — MoD russe le 29 juil. 2022 ; MoD russe en janv. 2023 ; responsables de la « RPD » et Verkhovna Rada	RU / RU / B
50+ · 51+ · 50+	tués — HCDH en mars 2023, oct. 2023 et juil. 2024	A
41+ → ~50	morts sur le coup → au total ; dont 9 faute de soins d'urgence	Procureur général 2025 ; SBU 2024 · B
75 · 139 · 145 · 151	blessés — MoD russe ; HCDH oct. 2023 ; Procureur général 2025 ; HCDH juil. 2024	RU / A / B / A
54 · 59 · 62	corps restitués — d'Olenivka avant janv. 2023 ; avant juil. 2023 ; lors de la restitution d'octobre 2022, y compris d'autres morts	B
33 · 36 · 48 · 49 · 52	morts identifiés — Procureur général et HRW (juil. 2023) ; MIHR et SBU (juil. 2024) ; SBU (juil. 2023) — les décomptes varient selon la date et la méthode	B / C
~120	des 193 toujours portés disparus ou en captivité (2024–26)	AP ; survivants · C



Prisonniers de guerre libérés après un échange, 6 mai 2023. Photo : Garde nationale d'Ukraine · CC BY 4.0 · via Wikimedia Commons

Le hub présente d'abord le chiffre du HCDH (Niveau A : au moins 50–51 tués), les chiffres de l'enquête ukrainienne comme « selon les autorités ukrainiennes » (Niveau B) et les chiffres russes comme des allégations. L'arme est indiquée comme « non identifiée » par tous les organes. L'analyse interne de l'ONU rapportée par AP relève du Niveau C : un document non publié décrit par une agence de presse, et non une conclusion de l'ONU.

Sources : A — HCDH, *Traitement des prisonniers de guerre et des personnes hors de combat* (24 mars 2023), par. 72–76 ; 36e rapport périodique du HCDH sur l'Ukraine (4 oct. 2023), par. 82–90 ; Haut-Commissaire Türk, communiqué de presse du 25 juil. 2023 ; HCDH / ONU en Ukraine, 25 juil. 2024 ; Secrétaire général de l'ONU, 3 et 22 août 2022 (SG/T/3324) ; Porte-parole de l'ONU, 5 janv. 2023 ; HCDH 29 juin 2026 (prisonniers de guerre, accès) ; Décision (PESC) 2026/1723 du Conseil et déclaration du SEAE, 13–14 juil. 2026. B — État-major général 29 juil. 2022 ; HUR 3 et 7 août 2022 ; ministère de la Réintégration 11 oct. 2022, 12 janv. 2023 ; Bureau du Procureur général 1er août 2022, 28 juil. 2023, 25 févr. 2025, 28 juil. 2025 ; SBU 28 juil. 2023, 29 juil. 2024 ; MAE 28 juil. 2026. C — Reuters et Al Jazeera 29 juil. 2022 ; Novaïa Gazeta Europe 29–30 juil. 2022, 6 janv. 2023 ; CNN 11 août 2022 ; ISW 29–30 juil. 2022 ; KHPG 10 janv. 2023 ; Human Rights Watch 28 juil. 2023 ; Media Initiative for Human Rights, nov. 2022 et 28 juil. 2024 ; AP 25 juil. 2024 ; Kyiv Independent 9 déc. 2024 ; LB.ua 10 déc. 2024 ; Ukrainska Pravda 10 juil. 2025, 28 juil. 2025 ; Euromaidan Press 11 juil. 2025, 14 juil. 2026 ; ArmyInform 15 juil. 2026 ; United24 28 juil. 2026. Tous consultés le 20 oct. 2026.

OLENIVKA
PROJET V0.1 · 20 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
JOURNAL DES CORRECTIONS SUR LE
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

UNE PUISSANCE DÉTENTRICE QUI N'A LAISSÉ ENTRER PERSONNE

Aucun organe n'a identifié l'unité qui a tiré. Ce qui est établi, c'est le comportement de la Puissance détentrice — avant, pendant et après — et les responsables de la colonie désormais inculpés en Ukraine et inscrits sur la liste de l'UE pour ce qu'il est advenu des blessés.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

Destinataires	Rôle dans l'affaire	Procédures	Sanctions · tribunaux
Fédération de Russie Puissance détentrice au sens de la IIIe Convention de Genève	A détenu 193 prisonniers de guerre dans un hangar à 14 km du front ; n'a pas protégé, soigné ni enquêté ; a refusé l'accès à la mission de l'ONU et au CICR	Conclusions du HCDH, 4 oct. 2023, par. 85–90 ; saisine de la CPI par l'Ukraine, 29 juil. 2022	—
Serhiï Ievsioukov chef de la colonie pénitentiaire n° 120	A délibérément retardé l'évacuation des blessés ; neuf sont morts (SBU). Auparavant inculpé de traitements cruels infligés à plus de 100 prisonniers de guerre	Notification de soupçon par contumace, art. 28(2) + 438(2) du CP ukrainien, 29 juil. 2024 ; remplacé à son poste en nov. 2022	Canada, 10 déc. 2024. Il aurait été tué par une voiture piégée à Donetsk le 9 déc. 2024 — information non confirmée
Dmytro Neïolov premier chef adjoint	Même comportement (SBU)	Notification de soupçon par contumace, 29 juil. 2024	Régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme, 13 juil. 2026 — l'inscription mentionne les décès des 28–29 juil. 2022
Kyrylo Chakourov inspecteur subalterne	Torture directe de prisonniers (MIHR)	Inculpé en Ukraine	Canada, 10 déc. 2024 ; UE, 13 juil. 2026
V. Iakournov, A. Potaptchouk, V. Bakalynskyï, Iou. Dmytrenko personnel de la colonie	Traitement des prisonniers dans la colonie	Nommés par les enquêteurs ukrainiens	UE, 13 juil. 2026 (selon la lecture de la liste par ArmyInform — à vérifier dans le JO L 2026/1723)
L'unité qui a tiré / posé la charge	Inconnue. Équipage du Grad près de la clôture non identifié ; implication de Wagner alléguée par le HUR sans preuves publiées	Enquête en cours (Procureur général, 2025)	—

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

La chaîne établie est institutionnelle et non individuelle : la Russie a choisi un site à portée du front, a regroupé 193 hommes dans un seul hangar, a modifié le dispositif de garde pour ce seul hangar, a fait tirer un Grad à côté cette nuit-là, a privé les blessés de soins, a fait nettoyer les lieux par les survivants, a présenté des fragments hors de leur emplacement, a ouvert une procédure contre l'Ukraine en quelques heures, puis a fermé la colonie à la mission du Secrétaire général et au CICR.

Le HCDH s'en tient à la trajectoire — depuis l'est — et aux obligations de la Puissance détentrice. La position de l'Ukraine va plus loin : un meurtre planifié. L'écart entre les deux tient à l'absence de la seule chose que la Russie est seule à contrôler — les lieux, les corps et le personnel.

Les accusations portées en Ukraine concernent les suites : la mort de neuf blessés dont l'évacuation a été retardée sur ordre de la direction, l'un d'eux ayant été sorti d'une ambulance (Procureur général, 25 févr. 2025).

LES ACTES PROPRES DE L'ÉTAT RUSSE

Le Comité d'enquête de la Russie a ouvert une procédure contre l'Ukraine avant toute expertise ou autopsie et n'a rien publié depuis le 8 août 2022 (HCDH, par. 89).

La Russie a demandé la mission du Secrétaire général le 3 août 2022, puis ne lui a accordé aucun accès sûr ; la mission a été dissoute le 5 janv. 2023 (HCDH, par. 90).

La direction de la colonie a été remplacée en novembre 2022 sans qu'aucune procédure ne soit annoncée (SBU). L'ambassade de Russie à Londres avait écrit les 29–30 juillet 2022 que les prisonniers d'Azov méritaient une mort humiliante.

Statut des sanctions : l'inscription de l'UE du 13 juil. 2026 est confirmée par la déclaration du SEAE ; la liste complète des noms liés à Olenivka dans l'acte juridique et le communiqué du Canada de décembre 2024 doivent être vérifiés au regard du Journal officiel et de canada.ca avant publication. Aucune désignation des États-Unis ou du Royaume-Uni n'a été trouvée — absence de preuve, et non absence confirmée.

Sources : A — HCDH, *Traitement des prisonniers de guerre et des personnes hors de combat* (24 mars 2023), par. 72–76 ; 36e rapport périodique du HCDH sur l'Ukraine (4 oct. 2023), par. 82–90 ; Haut-Commissaire Türk, communiqué de presse du 25 juil. 2023 ; HCDH / ONU en Ukraine, 25 juil. 2024 ; Secrétaire général de l'ONU, 3 et 22 août 2022 (SG/T/3324) ; Porte-parole de l'ONU, 5 janv. 2023 ; HCDH 29 juin 2026 (prisonniers de guerre, accès) ; Décision (PESC) 2026/1723 du Conseil et déclaration du SEAE, 13–14 juil. 2026. B — État-major général 29 juil. 2022 ; HUR 3 et 7 août 2022 ; ministère de la Réintégration 11 oct. 2022, 12 janv. 2023 ; Bureau du Procureur général 1er août 2022, 28 juil. 2023, 25 févr. 2025, 28 juil. 2025 ; SBU 28 juil. 2023, 29 juil. 2024 ; MAE 28 juil. 2026. C — Reuters et Al Jazeera 29 juil. 2022 ; Novaïa Gazeta Europe 29–30 juil. 2022, 6 janv. 2023 ; CNN 11 août 2022 ; ISW 29–30 juil. 2022 ; KHPG 10 janv. 2023 ; Human Rights Watch 28 juil. 2023 ; Media Initiative for Human Rights, nov. 2022 et 28 juil. 2024 ; AP 25 juil. 2024 ; Kyiv Independent 9 déc. 2024 ; LB.ua 10 déc. 2024 ; Ukrainska Pravda 10 juil. 2025, 28 juil. 2025 ; Euromaidan Press 11 juil. 2025, 14 juil. 2026 ; ArmyInform 15 juil. 2026 ; United24 28 juil. 2026. Tous consultés le 20 oct. 2026.

OLENIVKA

PROJET V0.1 · 20 OCT. 2026 · NON

PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET

JOURNAL DES CORRECTIONS SUR LE

UKRAINE EVIDENCE HUB



UNE ARME QUE L'ONU A EXCLUE ET DES LIEUX QUE PERSONNE NE PEUT VOIR

La version russe n'a pas changé depuis le matin du 29 juillet 2022 : une frappe de HIMARS par l'Ukraine pour faire taire ses propres prisonniers. Elle repose sur des fragments exposés hors de leur emplacement, une procédure ouverte avant les autopsies et un refus d'accès opposé à tous ceux qui auraient pu vérifier.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

MINISTÈRE RUSSE DE LA DÉFENSE · POINT DE PRESSE QUOTIDIEN · 29 JUIL. 2022

« Une frappe de missiles du système de lance-roquettes multiple HIMARS de fabrication américaine. »

MoD russe ; Reuters, Al Jazeera, 29 juil. 2022

MINISTÈRE RUSSE DE LA DÉFENSE · 29 JUIL. 2022

« Cette provocation flagrante a été commise pour intimider les militaires ukrainiens. »

MoD russe ; Al Jazeera

FÉDÉRATION DE RUSSIE · DEMANDE ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL · 3 AOÛT 2022

« La Russie s'est jointe à l'Ukraine pour demander une mission d'établissement des faits de l'ONU. »

Secrétaire général de l'ONU, 3 et 22 août 2022

AMBASSADE DE RUSSIE AU ROYAUME-UNI · TWITTER · 29-30 JUIL. 2022

« Ils méritent une mort humiliante. »

Novaïa Gazeta Europe, 30 juil. 2022

EXCLU PAR L'ONU

HCDH, après plus de 50 entretiens et 70 images : les explosions n'ont pas été causées par des roquettes HIMARS ; les dégâts ne sont pas caractéristiques des HIMARS ; plusieurs explosions ont été entendues ; les munitions se sont déplacées d'est en ouest. Les fragments montrés aux journalistes russes ont été présentés à l'extérieur du baraquement, et non in situ (4 oct. 2023, par. 83–84, 88).

Ce que l'affirmation concède : Que 193 prisonniers ukrainiens se trouvaient dans un même baraquement et qu'une explosion en a tué des dizaines alors qu'ils étaient sous la garde de la Russie.

LA PROVOCATION EXIGE UN MOBILE QUE LA RUSSIE A ELLE-MÊME FOURNI

L'allégation est que l'Ukraine a tué ses propres prisonniers pour les faire taire. Le dossier montre que la Puissance détentrice a transféré les prisonniers dans le hangar la veille, a modifié le dispositif de garde pour ce seul hangar, a fait tirer un Grad à côté cette nuit-là, puis a refusé l'accès à la mission du Secrétaire général (HCDH, 24 mars 2023, par. 74 ; 4 oct. 2023, par. 90).

Ce que l'affirmation concède : Que le baraquement a été la cible d'un acte délibéré.

DEMANDÉE, PUIS BLOQUÉE

La mission a été créée à la demande des deux parties, ses membres ont été nommés le 22 août 2022, et elle a été dissoute le 5 janv. 2023 faute de garanties satisfaisantes de la Russie quant à un accès sûr (HCDH, par. 90 ; Porte-parole de l'ONU). Le Comité d'enquête de la Russie elle-même n'a rien publié depuis le 8 août 2022.

Ce que l'affirmation concède : Que les faits devaient être établis par un organe indépendant — ce que la Russie a ensuite empêché.

L'INTENTION, ÉNONCÉE PAR L'ÉTAT

Publié par une mission officielle russe le lendemain de la mort de dizaines de prisonniers de guerre sous la garde de la Russie. La IIIe Convention de Genève oblige la Puissance détentrice à protéger les prisonniers contre les actes de violence, l'intimidation et la curiosité publique ; cette déclaration est l'inverse de cette obligation, formulée par l'État lui-même.

Ce que l'affirmation concède : L'attitude de la Puissance détentrice envers les hommes qu'elle détenait.

POUR ÊTRE JUSTE

Aucun organe de l'ONU n'a publiquement attribué l'explosion à la Russie. Le HCDH exclut le HIMARS, conclut que la munition provenait de l'est et que les obligations de la Russie n'ont pas été respectées ; l'arme et l'unité restent indéterminées. L'analyse interne de l'ONU rapportée par AP n'est pas publiée et ne doit pas être citée comme une conclusion de l'ONU — pas plus que le rapport anonyme du « Centre pour les droits de l'homme dans les conflits armés », présenté comme tel par le Médiateur ukrainien en juillet 2025 puis retiré.

La thèse ukrainienne sur l'arme a elle-même changé — lance-grenades thermobarique (2023), artillerie ou charge posée (2024), non identifiée (2025) — et ses décomptes d'identification diffèrent selon les services. L'attribution à Wagner par le HUR ne repose sur aucune preuve publiée.

Les chiffres des victimes varient selon la source et la date, de 40 (MoD russe, premier jour) à 53 ; le hub retient la formule du HCDH « au moins 50–51 ».

Sources : A — HCDH, *Traitement des prisonniers de guerre et des personnes hors de combat* (24 mars 2023), par. 72–76 ; 36e rapport périodique du HCDH sur l'Ukraine (4 oct. 2023), par. 82–90 ; Haut-Commissaire Türk, communiqué de presse du 25 juil. 2023 ; HCDH / ONU en Ukraine, 25 juil. 2024 ; Secrétaire général de l'ONU, 3 et 22 août 2022 (SG/IT/3324) ; Porte-parole de l'ONU, 5 janv. 2023 ; HCDH 29 juin 2026 (prisonniers de guerre, accès) ; Décision (PESC) 2026/1723 du Conseil et déclaration du SEAE, 13–14 juil. 2026. B — État-major général 29 juil. 2022 ; HUR 3 et 7 août 2022 ; ministère de la Réintégration 11 oct. 2022, 12 janv. 2023 ; Bureau du Procureur général 1er août 2022, 28 juil. 2023, 25 févr. 2025, 28 juil. 2025 ; SBU 28 juil. 2023, 29 juil. 2024 ; MAE 28 juil. 2026. C — Reuters et Al Jazeera 29 juil. 2022 ; Novaïa Gazeta Europe 29–30 juil. 2022, 6 janv. 2023 ; CNN 11 août 2022 ; ISW 29–30 juil. 2022 ; KHPG 10 janv. 2023 ; Human Rights Watch 28 juil. 2023 ; Media Initiative for Human Rights, nov. 2022 et 28 juil. 2024 ; AP 25 juil. 2024 ; Kyiv Independent 9 déc. 2024 ; LB.ua 10 déc. 2024 ; Ukrainska Pravda 10 juil. 2025, 28 juil. 2025 ; Euromaidan Press 11 juil. 2025, 14 juil. 2026 ; ArmyInform 15 juil. 2026 ; United24 28 juil. 2026. Tous consultés le 20 oct. 2026.



LA PUISSANCE DÉTENTRICE RÉPOND DE SES PRISONNIERS

La IIIe Convention de Genève rend la Puissance détentrice responsable de la vie de chaque prisonnier qu'elle détient, l'oblige à les maintenir hors de la zone de combat, à soigner les blessés et à mener une enquête officielle sur tout décès. D'après le dossier public de l'ONU, la Russie a manqué à chacune de ces obligations.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

ÉTABLI — PAR DES ORGANES MANDATÉS

HCDH (4 oct. 2023, par. 82–90) : pas de HIMARS ; munition projetée depuis l'est ; prisonniers détenus à portée des hostilités ; aucun soin médical sur place ; aucune préservation des lieux ; aucune enquête effective, approfondie et transparente ; accès refusé à la mission de l'ONU.

HCDH (24 mars 2023, par. 74, 76) : préparatifs propres au baraquement les 27–28 juillet ; le bilan aurait pu être considérablement moins lourd avec des soins rapides.

Conseil de l'UE (13 juil. 2026) : le premier chef adjoint de la colonie inscrit sur la liste pour les décès des 28–29 juillet 2022 causés par le retard délibéré de l'évacuation des blessés.

TENDANCE — CE QUE MONTRENT LES FAITS

Refus de soins médicaux aux prisonniers de guerre ukrainiens détenus par la Russie ; HCDH : 124 des 129 prisonniers libérés font état de torture ou de mauvais traitements (29 juin 2026) ; 48 décès en détention et 129 exécutions documentés.

Aucun accès de l'ONU à un quelconque lieu de détention en Russie ou en territoire occupé depuis 2022, contre un accès total en Ukraine (HCDH, 29 juin 2026, par. 14).

Les propres « enquêtes » de la Russie ouvertes contre l'Ukraine avant que les faits ne soient connus : Olenivka (2022), l'écrasement de l'Il-76 (2024).

POSITION — QUALIFICATION RETENUE PAR L'UKRAINE

L'Ukraine qualifie l'événement de meurtre planifié de prisonniers de guerre — un crime de guerre et, selon l'Ukraine, l'élément d'une politique (art. 438(2) du CP ukrainien) ; elle attribue l'acte aux forces russes et a inculpé la direction de la colonie pour la mort des blessés.

L'Ukraine soutient que l'obstruction à la mission de l'ONU et au CICR constitue en soi une preuve de responsabilité — une déduction, pas encore une conclusion.

LES RÈGLES APPLICABLES

IIIe Convention de Genève, art. 12–13 : la Puissance détentrice est responsable du traitement des prisonniers et doit les protéger contre les actes de violence ; art. 19 et 23 : évacuation hors de la zone de combat, aucune exposition au feu ; art. 15 et 30 : entretien et soins médicaux ; art. 121 : enquête officielle sur tout décès dû à des causes inhabituelles ; art. 126 : accès du CICR.

Statut de Rome, art. 8(2)(a)(i)–(iii) : homicide intentionnel, traitement inhumain, fait de causer intentionnellement de grandes souffrances — infractions graves ; art. 8(2)(b)(xxiii) : utilisation de personnes protégées pour mettre des opérations militaires à l'abri (si un Grad a été délibérément placé à côté du baraquement).

Résolution ES-11/... de l'Assemblée générale des Nations Unies et bons offices du Secrétaire général : une mission d'établissement des faits demandée par les deux parties doit bénéficier d'un accès sûr de la part des deux.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS

L'arme : non identifiée par le HCDH, le Procureur général ni aucun organe indépendant.

L'unité : aucune attribution par un organe mandaté ; l'allégation du HUR concernant Wagner n'est étayée par aucune preuve publiée.

Le sort de Serhiï Ievsioukov (qui aurait été tué en déc. 2024) et des poursuites engagées contre lui.

Le lieu où se trouvent environ 120 des 193 prisonniers ; le nombre total de morts (50–53) et de personnes identifiées.

Si la CPI a donné suite à la saisine de l'Ukraine de 2022 ; si la Commission d'enquête se saisira de l'explosion.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Citer les conclusions du HCDH. Le 36e rapport périodique (4 oct. 2023, par. 82–90) constitue le dossier de l'ONU : pas de HIMARS, depuis l'est, obligations non respectées, accès refusé. L'invoquer chaque fois que la thèse du HIMARS est répétée au Conseil.

Exiger l'accès. Les observateurs de l'ONU et le CICR dans chaque lieu de détention en Russie et en territoire occupé — la solution qui est à la disposition de la Russie depuis 2022 et qui aurait permis d'élucider Olenivka en une semaine.

Harmoniser les sanctions. Reprendre dans les régimes nationaux (États-Unis, Royaume-Uni, Canada en partie) les inscriptions du personnel de la colonie décidées par l'UE en juillet 2026 ; inscrire la colonie en tant qu'entité.

Rendre compte des 193. Maintenir les quelque 120 survivants du baraquement portés disparus à l'ordre du jour des échanges et des rapatriements ; soutenir l'identification des morts.

Sources : A — HCDH, *Traitement des prisonniers de guerre et des personnes hors de combat* (24 mars 2023), par. 72–76 ; 36e rapport périodique du HCDH sur l'Ukraine (4 oct. 2023), par. 82–90 ; Haut-Commissaire Türk, communiqué de presse du 25 juil. 2023 ; HCDH / ONU en Ukraine, 25 juil. 2024 ; Secrétaire général de l'ONU, 3 et 22 août 2022 (SG/T/3324) ; Porte-parole de l'ONU, 5 janv. 2023 ; HCDH 29 juin 2026 (prisonniers de guerre, accès) ; Décision (PESC) 2026/1723 du Conseil et déclaration du SEAE, 13–14 juil. 2026. B — État-major général 29 juil. 2022 ; HUR 3 et 7 août 2022 ; ministère de la Réintégration 11 oct. 2022, 12 janv. 2023 ; Bureau du Procureur général 1er août 2022, 28 juil. 2023, 25 févr. 2025, 28 juil. 2025 ; SBU 28 juil. 2023, 29 juil. 2024 ; MAE 28 juil. 2026. C — Reuters et Al Jazeera 29 juil. 2022 ; Novaïa Gazeta Europe 29–30 juil. 2022, 6 janv. 2023 ; CNN 11 août 2022 ; ISW 29–30 juil. 2022 ; KHPG 10 janv. 2023 ; Human Rights Watch 28 juil. 2023 ; Media Initiative for Human Rights, nov. 2022 et 28 juil. 2024 ; AP 25 juil. 2024 ; Kyiv Independent 9 déc. 2024 ; LB.ua 10 déc. 2024 ; Ukrainska Pravda 10 juil. 2025, 28 juil. 2025 ; Euromaidan Press 11 juil. 2025, 14 juil. 2026 ; ArmyInform 15 juil. 2026 ; United24 28 juil. 2026. Tous consultés le 20 oct. 2026.

OLENIVKA
PROJET V0.1 • 20 OCT. 2026 • NON
PUBLIÉ • VERSION EN LIGNE ET
JOURNAL DES CORRECTIONS SUR LE
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

OLENIVKA: 193 PRISONERS IN ONE BARRACK

5 photographs from official sources, as shown on the live page. Each image is credited and openly licensed; videos are linked to the official post (scan the code). No image shows the dead; graphic aftermath is blurred in print. The downloadable pack on the live page holds the full-size files and their SHA-256.

UKRAINE EVIDENCE HUB
VERIFIED RECORD
OCT 2026



Ukrainian servicemen returned from Russian captivity in a prisoner exchange, 6 May 2023

National Guard of Ukraine · 2023-05-06 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Exchange_of_captured_soldiers_between_Ukraine_and_Russia,_2023-05-06_\(01\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Exchange_of_captured_soldiers_between_Ukraine_and_Russia,_2023-05-06_(01).jpg)



Returned prisoners of war after an exchange, 6 May 2023

National Guard of Ukraine · 2023-05-06 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Exchange_of_captured_soldiers_between_Ukraine_and_Russia,_2023-05-06_\(02\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Exchange_of_captured_soldiers_between_Ukraine_and_Russia,_2023-05-06_(02).jpg)



Defenders returned from captivity in the exchange of 8 Feb 2024

Сергій Шведюк / National Guard of Ukraine · 2024-02-08 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Exchange_of_captured_soldiers_between_Ukraine_and_Russia,_2024-02-08_\(03\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Exchange_of_captured_soldiers_between_Ukraine_and_Russia,_2024-02-08_(03).jpg)



Returned prisoners of war, 8 Feb 2024

Сергій Шведюк / National Guard of Ukraine · 2024-02-08 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Exchange_of_captured_soldiers_between_Ukraine_and_Russia,_2024-02-08_\(02\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Exchange_of_captured_soldiers_between_Ukraine_and_Russia,_2024-02-08_(02).jpg)



'Free Mariupol Defenders' banner on Lviv Town Hall, 25 Jul 2023

Cogitato · 2023-07-25 · CC BY-SA 4.0
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Azovstal_Free_Mariupol_Defenders_Lviv_Town_Hall.jpg

